

## **Journée du 12 juin 2009.**

### **Témoignage d'un abonné de la revue depuis l'origine.**

**François Hollard.**

On m'a demandé un témoignage. Je suis donc obligé, d'une certaine façon, de vous raconter ma vie. Ces journées sont placées sous le vocable : « *La passion du local* ». Je ne sais pas si pour moi on peut parler de « *passion* », mais j'ai toujours eu le réflexe, quasi automatique, de m'intéresser à mes voisins et à mon voisinage. L'action locale avec les autres est donc au cœur de mon engagement.

J'ai été très jeune sensibilisé à des problèmes que l'on appelle aujourd'hui de « *participation des habitants* ». Cette démarche me paraît toujours essentielle aujourd'hui. Quand on me demande, parfois, quelle est ma spécialité, je réponds que ma seule expertise est celle de l'échec. La participation est plus difficile aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a cinquante ans. Toutes les évolutions de la société sont loin de l'avoir favorisée. Cela ne veut pas dire qu'il faut renoncer, mais nous nous sommes lancés dans un travail à très long terme.

J'ai commencé à vivre dans l'agriculture. J'ai eu la chance de travailler dans une ferme, là où se trouve aujourd'hui un couvent de Dominicains, construit par Le Corbusier. C'est là que, bien que protestant, j'ai fréquenté « *Économie et Humanisme* ». Le père Louis-Joseph Lebret et le père Henri Desroches ont été mes premiers maîtres à penser. Ils m'ont beaucoup marqué. En 1945, on parlait déjà des pays sous-développés et des méthodes « *ascendantes* », « *autocentrées* », « *endogènes* », « *autogérées* » et de « *mobilisation sociale* » qui pouvaient les mettre sur la voie du développement. On explorait les voies qui peuvent permettre aux gens « *de vivre et de travailler au pays* », plutôt que de s'exiler vers les villes. Je prenais conscience des processus qui conduisent au sous-développement rural, en France même. Je fréquentais des intellectuels, des universitaires, des prêtres ouvriers... Cette initiation est très importante pour toute une vie militante.

J'arrive à Grenoble avec le réflexe du local et les idées du développement. Je m'intéresse immédiatement à mon quartier, à mes voisins. Dans le quartier, dans les années 1955-1960, le grand projet était de mettre sur pied une coopérative de logements, donc de s'auto-organiser de manière autonome. Nous avons créé une coopérative de construction de 240 coopérants, représentant près de mille personnes, et nous avons construit 240 logements. Depuis presque toujours, la ville de Grenoble possède des « *associations d'habitants* », appelées « **Unions de Quartier** ». Ce sont des structures associatives créées par les habitants eux-mêmes, qui m'ont rien à voir avec la mairie et qui ne sont surtout pas une création municipale. Rien à voir avec les Conseils de quartiers, issues de la loi. Elles sont même plutôt durement revendicatives par rapport au pouvoir local. Elles ne reçoivent strictement aucune aide municipale. Elles assurent l'animation du quartier et sont porteuses de l'expression des habitants. Je milite, bien entendu dans l'Union de mon quartier. À ce moment-là, la grande question était d'avoir des salles de réunion. Nous nous réunissions les uns chez les autres ou dans des

salles de bistrot. Cela n'était d'ailleurs pas plus mal. Les gens venaient plus facilement et se sentaient plus à l'aise que dans les salles municipales que nous avons obtenues par la suite. Bref, nous avons mené de grandes luttes pour avoir des salles. Il en a été créé beaucoup, mais il en manque encore.

Je suis aussi militant de « *Peuple et Culture-Grenoble* » qui avait été créé, dans la ville, à la Libération par des groupes qui s'étaient déjà constitués dans les maquis où les premiers fondateurs s'étaient retrouvés. C'est pour moi le versant de « *l'éducation populaire* » et je me sens à l'aise dans « *Peuple et Culture* » depuis...plus de 50 ans.

Quand elle est créée, j'ai connu assez rapidement l'ADELS. Roger Beaunez est venu à Grenoble assez tôt. Il a d'ailleurs écrit un livre, avec Albert Rousseau, sur la première mandature Dubedout. mais on ne peut pas dire que je suis un militant de l'ADELS.

Par contre ce qui élargit mon champ d'action vient de l'Union de Quartier. C'est l'époque de la mise en chantier du Vème Plan National. Bien que national, le ministre avait donné des instructions aux préfets, pour que le Plan soit travaillé localement par les forces vives locales. On a donc réuni des volontaires de ce que l'on appelle aujourd'hui « *la société civile* ». Je me suis porté volontaire au nom de l'Union de Quartier. J'ai été retenu et j'ai intégré la commission de réflexion qui portait sur les équipements urbains. Nous avons travaillé de manière très productive, sous la conduite du Directeur de l'Institut Politique de Grenoble. Nous y trouvions des militants syndicalistes, des responsables associatifs et des membres des Unions de Quartier. C'est dans ce cadre que j'ai fait la connaissance d'Hubert Dubedout. Cette commission a une grande importance dans l'histoire de Grenoble, car c'est à partir d'une partie des gens qui s'y retrouvaient qu'a été créé le GAM de Grenoble, également héritier d'une structure créée deux ans auparavant et appelée « *Groupe d'Etudes Municipales* ». Dans ce groupe, nous avons beaucoup travaillé la question des finances locales, après avoir « *volé* » le budget à la mairie. Aujourd'hui, l'analyse d'un budget municipal semble relativement banal, mais, à l'époque, ce n'était pas aussi courant et aussi facile. Je sais que l'ADELS a aidé beaucoup de groupes locaux sur ce thème technique délicat.

C'est dans ce contexte que se sont rassemblées, autour d'Hubert Dubedout, les personnes qui ont pris le pouvoir municipal par surprise, en 1965. Le succès d'une liste atypique était tellement inédit que la presse nationale en a abondamment parlé. Ce n'est pas le lieu pour raconter cette histoire, mais je voudrais insister sur le fait qu'il ne faut pas sacrifier aux idées simplistes qui présentent Grenoble comme « *la capitale de la démocratie locale* ». La municipalité a fait de son mieux dans une situation qui n'était pas facile. La tendance à la directivité des dirigeants est forte, et même dans nos Unions de Quartier nos présidents ne sont pas toujours des modèles de démocratie.

Je ne suis entré dans la municipalité qu'à la deuxième mandature, en 1971. Malheureusement, parce qu'il n'y en avait pas d'autre, j'ai été chargé des relations de la municipalité avec les Unions de Quartier qui étaient reconnues comme interlocutrices privilégiées du pouvoir, depuis 1962.

L'une des grandes œuvres de la municipalité Dubedout a été de créer l'Agence d'Urbanisme de Grenoble qui, au début, n'était que municipale. Il n'y

avait pas encore de POS et la municipalité a donné comme première mission à l'Agence d'élaborer des « *Plans de Quartier* » avec les Unions de Quartier, reconnues comme représentatives des habitants. Il s'agissait vraiment d'une action démocratique, car les élus n'étaient pas au courant du détail de ce qui se préparait. Le travail très sérieux, très poussé, de nombreux citoyens était mis en forme par les techniciens de l'Agence et c'est seulement après que les élus intervenaient. Cela a été pour tous une expérience intense. Aujourd'hui l'Agence fonctionne au niveau de la Région Urbaine de Grenoble, c'est-à-dire de 243 communes, dans des conditions tout à fait différentes. Dans une logique de bureau d'études, il faut qu'elle trouve ses financements et réponde à des appels d'offre. Elle n'a plus guère le temps de s'occuper de concertation.

Avec « *Peuple et Culture* », nous avons démarré des expériences que l'on peut appeler « *de développement local* » aussi bien dans des quartiers de Grenoble que dans des espaces ruraux. Même si le vocabulaire était différent, il s'agissait bien de mobilisation sociale, d'animation, de construction de projets de territoires... Cette action nous a aussi rapproché de l'ADELS qui répercutait les efforts des Pays pour se constituer en mouvement national. J'étais aux Etats Généraux des Pays, à Macon, en mai 1982. J'ai participé à l'ANDLP, le mouvement national qui en est issu.

**Quels sont mes rapports à l'ADELS dans tout cela ?** Nous étions plusieurs adhérents et abonnés ; d'ailleurs les deux étaient couplés : on payait à la fois son abonnement et son adhésion. J'en tirais essentiellement la connaissance d'autres expériences menées ailleurs et qui pouvaient nous donner des idées à Grenoble. Plusieurs fois nous avons pris ainsi des contacts extérieurs, soit parce que la revue donnait les coordonnées des expérimentateurs, soit parce que nous les demandions à l'association. **L'ADELS nous servait donc principalement à prendre des contacts avec d'autres.** Cela ne suffit pas pour dire que nous étions vraiment des militants de l'ADELS.

Nous étions assez nombreux à Grenoble à être dans cette disposition. Nous nous sommes posés à un moment la question de créer une structure régionale de l'ADELS, avec Jean Verlhac qui était le maire adjoint à l'Urbanisme et ancien dirigeant national du PSU. Nous avons pris des contacts avec les Lyonnais, en particulier avec le jeune Jean-Jacques Queyranne et avec André Chazalette. Celui-ci était le plus actif des membres de l'ADELS, à Lyon. Mais cela n'a pas marché. Après quelques réunions exploratoires, nous avons renoncé. Il serait intéressant de réfléchir aux raisons de cet échec. Il n'a pas eu lieu que chez nous, et l'ADELS, à la même époque, a échoué dans plusieurs autres implantations régionales.

**François HOLLARD, abonné à « *Correspondance Municipale* » depuis 1960, élu du GAM à la municipalité de Grenoble de 1971 à 1977, militant des Unions de Quartier de Grenoble.**